

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

SAS au capital de 11 520 000 Euros.  
Siège social : 29, rue Léon-Blum, 42000 Saint-Etienne.  
310 880 315 R.C.S Saint-Etienne.

Date d'arrêté comptable : décembre 2017

**A — Comptes annuels.**

**I. – Bilan publiable.**

(En milliers d'Euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Caisse, banques centrales, CCP	2	2
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	40 593	20 725
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat	117 837	111 985
Location simple	629 343	623 939
Immobilisations incorporelles	332	
Immobilisations corporelles	737	550
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs	6 084	5 813
Comptes de régularisation	5 306	5 454
Total de l'actif	800 234	768 468

  

<b>Passif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Banques centrales, C.C.P		
Dettes envers les établissements de crédit	562 186	547 976
Opérations avec la clientèle	15 703	14 377
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	36 168	35 912
Comptes de régularisation	71 839	68 342
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions	15 294	15 102
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaire généraux (FRGB)		
Capitaux propres (hors FRBG)	99 044	86 759
Capital souscrit	11 520	11 520
Primes d'émissions	1	1
Réserves	3 836	3 836
Écarts de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau	51 207	41 125
Résultat de l'exercice	32 480	30 277
Total du passif	800 234	768 468

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés :		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	190	240
Engagements sur titre		
Engagements reçus :		
Engagements de financement	45 000	45 000
Engagements de garantie	6 987	6 259
Engagements sur titres		

## II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	3	2
- Intérêts et charges assimilées	8 129	9 016
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	76 647	73 298
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	66 364	63 709
+ Produits sur opérations de location simple	435 856	418 576
- Charges sur opérations de location simple	363 654	350 141
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges)		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	8 166	7 769
- Autres charges d'exploitation bancaire	324	122
Produit net bancaire	82 201	76 657
- Charges générales d'exploitation	33 059	29 757
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	614	591
Résultat brut d'exploitation	48 528	46 309
+/- Coût du risque		
Résultat d'exploitation	48 528	46 309
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-73	10
Résultat courant avant impôt	48 455	46 319
+/- Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices	15 975	16 042
+/- Dotations/reprise de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	32 480	30 277

## III. — Cadre juridique et financier.

La société LOCAM SAS est une société par actions simplifiée agréée en qualité de société de financement, et est soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

LOCAM est détenue à 99.99 % par COFAM, elle-même détenue à 99.99 % par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire, LOCAM est donc intégrée dans le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 26 janvier 2018 et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2018.

## IV. — Annexes.

### 1. — Faits marquants de l'exercice et événements post clôture.

1. Faits marquants. — Aucun fait marquant n'est à signaler au cours de l'exercice.

2. Événements postérieurs à la date d'arrêté des comptes. — Depuis le 31 décembre 2017, aucun événement significatif, susceptible de remettre en cause la sincérité des comptes de l'exercice 2017 n'est à signaler.

## 2. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

1. Rappel des principes. — Les comptes annuels de la société LOCAM SAS, arrêtés le 31 décembre 2017, sont établis et présentés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ;

- Continuité de l'exploitation <sup>(1)</sup> ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;
- Conformité aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2. Méthode d'évaluation et de présentation des comptes annuels. — La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Crédit-bail et location avec option d'achat / location simple. — Les postes « Crédit-bail et location avec option d'achat » et « Location simple » recensent les immobilisations acquises par LOCAM en vue d'être louées.

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais accessoires ; Les coûts marginaux liés sont étalés sur la durée effective du contrat de crédit-bail, conformément à l'article 2131-5 du règlement ANC 2014-07. Les amortissements pour dépréciation du matériel locatif sont calculés suivant le mode linéaire sur une durée de 4 ans. Une provision pour dépréciation des immobilisations corporelles, concernant les dossiers douteux, est constituée pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation. La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable contribue à la constitution de la réserve latente.

Qualification de l'en cours :

Conformément au règlement ANC 2014-07, les informations relatives au risque de crédit sont les suivantes :

- Les encours sont répartis comme suit :
  - Encours sain : capital restant dû sur les dossiers dont le nombre d'échéances impayées est inférieur ou égal à trois ;
  - Encours douteux : capital restant dû sur les dossiers dont le nombre d'échéances impayées est supérieur à trois.
- Les créances impayées et douteuses se répartissent entre :
  - Créances impayées : créances dont le nombre d'échéances impayées est inférieur ou égal à trois ;
  - Créances douteuses : créances dont le nombre d'échéances impayées est supérieur à trois
  - Créances douteuses compromises : créances comprises dans la base précédente dont la première échéance impayée est supérieure à douze mois et créances impayées restantes sur des dossiers cédés ;
  - Créances restructurées: créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales du contrat, afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances ; au 31/12/2017, LOCAM ne possède pas de créances restructurées.

Il est à noter que les échéances impayées autres que mensuelles se gèrent en nombre de mois.

- Les méthodes de réduction des risques sont les suivantes :
  - le risque d'exposition à la défaillance des clients est diminué par la faible valeur moyenne des dossiers sur la production de 2017 ;
  - les montants des retenues de garanties destinés à alimenter les fonds de garanties partenaires peuvent être affectés en diminution de créances clients ;
  - un contrat d'assurance couvrant le risque de défaillance des clients, elle-même consécutive à celle des partenaires, est signé avec une compagnie d'assurance ;
  - pour la couverture de risque de certains dossiers spécifiques, il est fait appel à des partenaires financiers externes ;
  - des engagements de reprise des immobilisations louées ont été signés avec certains partenaires ;
  - la solvabilité des clients est évaluée par des consultations de bases de données externes et une analyse interne ;
  - les partenaires sont sélectionnés selon une procédure d'agrément ;
  - des limites d'encours par partenaire et par client ont été définies.

— Méthode de provisionnement :

- Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Il est cependant à signaler que consécutivement aux recommandations de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, les soldes créditeurs sur les clients impayés sont reclassés au passif du bilan et non en déduction de la base des impayés.

De plus, à titre d'information, le montant des retenues de garanties destinés à alimenter les fonds de garanties partenaires susceptibles d'être affectées en diminution de créances clients s'élève à 13 387 milliers d'euros.

— Les méthodes de provisionnement sont les suivantes :

- les dossiers sont provisionnés à partir de la première échéance impayée ;
- pour les administrations ou collectivités publiques, une provision est constituée à partir du 9<sup>ème</sup> mois d'impayé.

La valeur nette comptable des immobilisations louées à des contreparties classées en dossiers douteux, est provisionnée pour ramener cette dernière à la valeur probable de réalisation.

b) Immobilisations incorporelles et corporelles. — Le poste Immobilisations incorporelles correspond aux logiciels amortis suivant le mode linéaire sur 36 mois.

Conformément au règlement ANC 2014-03, LOCAM applique la méthode de comptabilisation par composants pour ses immobilisations, en corrigeant éventuellement les bases amortissables selon les valeurs résiduelles.

— Le poste Immobilisations corporelles intègre les règles suivantes :

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ;

<sup>(1)</sup> La continuité de l'exploitation est assurée, compte tenu de l'appartenance au groupe COFAM dont la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire est l'actionnaire de référence ;

— Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de leur durée estimée d'utilisation :

Catégories	Durée d'amortissement
Agencements divers	Linéaire de 4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire 3 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire de 3 à 5 ans ou dégressif sur 3 ans
Mobilier	Linéaire de 4 à 10 ans

c) Titres de participation. — La société LOCAM ne détient pas de titres de participation.

d) Provisions :

— Le montant des provisions au passif comprend :

- les litiges prudhommaux ;
- les litiges partenaires ;
- le risque résiduel ;
- les risques clients non provisionnés à l'actif.

Provision pour risques résiduels partenaires : A compter de l'exercice 2014, et afin de couvrir au mieux les risques inhérents aux partenaires, une provision pour risques résiduels a été comptabilisée.

— Elle est basée sur une perspective de défaut à un an et sur les hypothèses suivantes :

- La probabilité de défaut par partenaire évaluée selon la cotation Ellisphère ;
- L'exposition au moment du défaut, égal à l'encours sain diminué du CRD douteux et des garanties financières éventuelles ;
- Le taux de perte en cas de défaut est fonction d'éléments tels que l'évaluation du risque de défaillance du partenaire compte-tenu de son secteur d'activité, la capacité de report de parc et la sécurisation de l'encours.

Les taux de provision sont revus annuellement en fonction des niveaux de risque sectoriel (très faible, faible et fort). Au 31/12/2017, le montant de la provision a été porté à 2 430 milliers d'euros.

Provision pour assignations clients : A compter de l'exercice 2015, et afin de couvrir les risques liés aux assignations à l'initiative des clients, une provision pour risque contentieux a été comptabilisée. Au 31/12/2017, cette provision a été évaluée à 870 milliers d'euros.

Une provision supplémentaire de 1 522 milliers d'euros a également été constituée suite à la prononciation de liquidations judiciaires de certains clients soit un total de provisions pour assignation clients de 2 392 milliers d'euros.

e) Engagements en matière de retraite. — La gestion des engagements en matière d'indemnités de fin de carrière est confiée à la société Prédica.

Ces engagements sont évalués en fonction d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, pour chaque année d'activité du salarié, une charge correspondante aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel et d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction.

— Les hypothèses retenues au 31/12/2017 sont les suivantes :

- Convention collective applicable : CCN du personnel des sociétés financières ;
- Mode de départ : départ volontaire ;
- Taux de charges sociales : 45 %
- Age de départ en retraite : 62 ans ;
- Le taux d'actualisation retenu au 31/12/2017 correspond à la durée moyenne résiduelle de 16,76 ans selon le référentiel de taux suivant : iBoxx 10+ au 31/05/2017 soit 1.38 % ;
- Table de mortalité : TF 2000-2002

— Hypothèses de turnover :

Age	% De turnover
De 18 à 24 ans	10.00 %
De 28 à 29 ans	10.00 %
De 30 à 34 ans	8.00 %
De 35 à 39 ans	8.00 %
De 40 à 50 ans	6.00 %
De 51 à 60 ans	4.00 %
De 61 à 65 ans	0.00 %

— Variation dette actuarielle :

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dette actuarielle au 31/12/N-1	310 006	247 935
Coût des services rendus sur l'exercice	21 826	18 845
Coût financier	4 394	5 376
Prestations versées (obligatoire)	0	0
(Gains) / pertes actuariels	9 905	37 850
Dette actuarielle au 31/12/n	346 131	310 006

Au 31 décembre 2017, le fonds géré par PREDICA couvre en totalité la dette actuarielle liée ; aucune provision supplémentaire n'a été dotée.

f) Conversion des opérations en devises. — La société LOCAM n'est pas concernée par cette rubrique.

g) Instruments financiers. — Il n'y a pas d'engagement sur instruments financiers à la clôture de l'exercice.

h) Impôt sur les bénéfices. — La société LOCAM a signé avec Crédit Agricole SA, dont le siège social est situé 91-93 Boulevard Pasteur à Paris (75015), une convention d'intégration fiscale applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt, dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) (article 244 quater C du Code général des impôts), LOCAM a fait le choix de comptabiliser le montant obtenu en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

### 3. – Informations sur les postes de bilan.

Les montants sont indiqués en milliers d'euros dans tous les tableaux ci-dessous :

#### 1. Informations sur les postes d'actif :

##### a) Caisse, banques centrales :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Durée résiduelle						31/12/2016
		< 1 mois	> 1 mois < 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 2 ans	> 2 ans < 5 ans	> 5 ans	
Disponibilité	2	2						2
Caisse, banques centrales	2	2						2

##### b) Créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Durée résiduelle						31/12/2016
		< 1 mois	> 1 mois < 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 2 ans	> 2 ans < 5 ans	> 5 ans	
Disponibilités	40 593	40 593						20 725
Créance s/ Ets crédit	40 593	40 593						20 725

c) Crédit-bail et location avec option d'achat / location simple. — Ces postes sont composés de la valeur nette comptable des immobilisations locatives pour un montant de 732.075 milliers d'euros et des créances clients pour 15.105 milliers d'euros soit un total de 747.180 milliers d'euros.

— Valeur nette comptable des immobilisations locatives :

Immobilisations Locatives (En milliers d'Euros)	Solde 01/01/2017	Acquisitions 2017	Cessions 2017	Solde 31/12/2017
Immobilisations locatives	1 592 276	429 233	365 444	1 656 065
Immobilisations locatives en cours	123	70	123	70
Amortissements	-858 693	-342 391	-290 721	-910 363
Provisions VNC	-12 947	-10 482	-9 732	-13 697
Immobilisations locatives	720 759	76 430	65 114	732 075

— Dont répartition :

Immobilisations Locatives (En milliers d'Euros)	Immobilis. Brutes 31/12/2017	Amortis. Provision 2017	Immobilis. Nettes 31/12/2017	Immobilis. Nettes 31/12/2016
Crédit bail et LOA	250 447	134 556	115 891	109 957
Location simple	1 405 688	789 504	616 184	610 802
Immobilisations locatives	1 656 135	924 060	732 075	720 759

— Dont non résidents :

Immobilisations Locatives (En milliers d'Euros)	Immobilis. Nettes 2017	Immobilis. Nettes 2016
Location simple	833	1 808
Immobilisations locatives	833	1 808

— Créances clients :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres créances clients	2 752	3 595
Clients impayés	3 873	3 955
Clients litigieux bruts(1) (2)	53 642	49 387
Dépréciations/ litigieux	-45 162	-41 772
Opérations / clientèle	15 105	15 165
1) Dont créances sur partenaire 11 939 milliers d'euros. 2) Dont douteux compromis 26 832 milliers d'euros.		

— Dont non résidents :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Clients impayés	11	16
Clients litigieux bruts	116	200
Dépréciations/ litigieux	-100	-185
Opérations / clientèle	27	31

Variations des provisions	Provision 01/01/2017	Dotations 2017	Reprise 2017	Provision 31/12/2017
Dépréciations / litigieux (1) (2)	41 772	14 410	11 020	45 162
(1) Dont provisions sur créances sur prescripteur 11 939 milliers d'euros. (2) Dont douteux compromis 21 856 milliers d'euros.				

En cours financier : Le montant de l'encours financier sain au 31 décembre 2017 s'élève à 855 067 milliers d'euros contre 840 286 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

Le montant de l'encours financier douteux s'élève quant à lui à 22 885 milliers d'euros au 31 décembre 2017 contre 20 930 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

Il n'y a pas d'encours restructuré.

— L'encours global se répartit de la façon suivante:

- Sociétés et assimilés : 83.31 % ;
- Professionnels : 13.31 % ;
- Administrations publiques : 3.08 % ;
- Particuliers : 0.30 %.

— La répartition des échéances de l'encours sain est la suivante :

- A moins de trois mois : 10 %
- De trois mois à moins d'un an : 27 %
- A un an et plus : 63 %

La valeur nette comptable des immobilisations louées à des contreparties classées en dossiers douteux s'élève à 16 635 milliers d'euros.

La ventilation géographique des encours se situe à 99.84% sur le territoire national et à 0.16 % en zone Europe.

Au 31 décembre 2017, l'écart brut entre le capital restant dû sur les dossiers sains et la valeur nette comptable des biens loués correspondant s'élève à 123 062 milliers d'euros soit, net de fiscalité, à 88 031 milliers d'euros, montant retraité dans les comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Loire Haute-Loire.

L'accroissement net de fiscalité s'élève donc à 5 333 milliers d'euros sur l'exercice 2017.

Pour information, les montants des levées d'option pour les crédit-preneurs sont intégrés en totalité dans le capital restant dû. La valeur nette comptable des coûts marginaux est également intégrée à la valeur nette comptable du matériel locatif pour un montant de 4 980 milliers d'euros.

d) Immobilisations corporelles et incorporelles détenues en nom propre :

Valeur brute (En milliers d'Euros)	Solde 01/01/2017	Acquisitions 2017	Cessions 2017	Solde 31/12/2017
Autres postes immobil. incorporelles	920	407	120	1 207
Installations générales, agence, aménagt	1 360	252	691	921
Matériel de transport	53		17	36
Matériel de bureau et mobilier	1 481	550	101	1 930
Immobilisations corporelles	2 894	802	809	2 887
Valeur brute	3 814	1 209	929	4 094

<b>Amortissements pratiqués (En milliers d'Euros)</b>	<b>Solde 01/01/2017</b>	<b>Dotation 2017</b>	<b>Reprise 2017</b>	<b>Solde 31/12/2017</b>
Autres postes immobil. incorporelles	920	75	120	875
Installations générales, agence, aménagt	976	240	614	602
Matériel de transport	49	4	17	36
Matériel de bureau et mobilier	1 319	294	101	1 512
Immobilisations corporelles	2 344	538	732	2 150
Amortissements	3 264	613	852	3 025

<b>Immobilisations nettes (En milliers d'Euros)</b>	<b>Immobilis. Brutes 31/12/2017</b>	<b>Amortis. Cumulés 31/12/2017</b>	<b>Immobilis. Nettes 2017</b>	<b>Immobilis. Nettes 2016</b>
Autres postes immobil. incorporelles	1 207	875	332	0
Installations générales, agence, aménagt	921	602	319	384
Matériel de transport	36	36	0	4
Matériel de bureau et mobilier	1 930	1 512	418	162
Immobilisations corporelles	2 887	2 150	737	550
Immobilisations nettes	4 094	3 025	1 069	550

e) Autres actifs :

<b>Autres actifs (En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Dépôts et cautionnement	167	117
Personnel et comptes rattachés	12	12
État et autres collectivités	5 296	4 975
Groupe et associés	79	0
Débiteurs divers	530	709
Autres actifs	6 084	5 813

f) Comptes de régularisation :

<b>Actif (En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Produits à recevoir	5 065	5 206
Charges payées d'avance	241	248
Comptes de régularisation	5 306	5 454

— En 2017, les produits à recevoir comprennent :

- Des loyers pour 544 milliers d'euros ;
- Une participation assurance pour 4498 milliers d'euros ;
- Divers produits d'exploitations pour 23 milliers d'euros.

2. Informations sur les postes de passif :

a) Dettes envers les établissements de crédit :

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>Durée résiduelle</b>						<b>31/12/2016</b>
		<b>&lt; 1 mois</b>	<b>&gt; 1 mois &lt; 3 mois</b>	<b>&gt; 3 mois &lt; 1 an</b>	<b>&gt; 1 an &lt; 2 ans</b>	<b>&gt; 2 ans &lt; 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	
Emprunts et concours bancaires	558 868	28 793	26 440	102 580	176 758	224 297		544 370
Dettes rattachées	3 318	646	940	1 732				3 606
Dettes / Établissement de crédit	562 186	29 439	27 380	104 312	176 758	224 297	0	547 976

b) Opérations avec la clientèle :

Ce poste correspond aux dépôts de garantie et avances sur impayés.

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Opérations avec la clientèle	15 703	14 377
Total	15 703	14 377



## c) Autres passifs :

<b>Autres passifs (En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Personnel et comptes rattachés	4 516	4 365
Sécurité sociale, autres orga. Sociaux	3 110	2 902
États et autres collectivités	8 644	7 510
Participation	3 510	3 166
Dettes immobilisations comptes rattachés	13 470	12 803
Groupe et associés	2	1 508
Autres dettes	2 916	3 658
Autres passifs	36 168	35 912

## d) Comptes de régularisation :

<b>Passif (En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Charges à payer	29 317	27 520
Produits constatés d'avance (1)	42 522	40 822
Comptes de régularisation	71 839	68 342
<i>(1) Les produits constatés d'avance comprennent uniquement des loyers.</i>		

## e) Provisions :

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>Solde 01/01/2017</b>	<b>Dotation 2017</b>	<b>Reprise 2017</b>	<b>Solde 31/12/2017</b>
Litiges prud'homaux	443	148	129	462
Risques partenaires	9 747	2 882	2 619	10 010
Risques résiduels partenaires	2 753		323	2 430
Risques clients	2 159	273	40	2 392
Retraite	0			0
Provisions	15 102	3 303	3 111	15 294

## f) Capitaux propres :

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>Ouverture 01/01/2017</b>	<b>Affectation résultat N-1</b>	<b>Résultat N</b>	<b>Clôture 31/12/2017</b>
Capital souscrit (1)	11 520			11 520
Prime d'apport	1			1
Réserve légale	1 152			1 152
Réserve facultative	2 684			2 684
Report à nouveau	41 125	10 081		51 206
Résultat	30 277	-30 277	32 480	32 480
Dividendes		20 196		
Capitaux propres	86 759	0	32 480	99 043
<i>(1) Le capital se décompose en 720 000 actions de 16 €.</i>				

## 4. – Informations sur le hors bilan.

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Engagements donnés :		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	190	240
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement (1)	45 000	45 000
Engagements de garantie (2)	6 987	6 259
Engagements sur titres		
<i>(1) Accord de refinancement Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire.</i>		
<i>(2) BPI France Finance et Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire.</i>		

## 5. – Informations sur le compte de résultat.

Les montants sont indiqués en milliers d'euros dans tous les tableaux ci-dessous :

## 1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	3	2
Intérêts et charges assimilées	8 129	9 016
Les charges et produits sont enregistrés en résultat prorata temporis		

## 2. Produits et charges sur opérations de crédit bail et assimilés / location simple :

(En milliers d'Euros)	Loa-crédit bail 2017	Location simple 2017	Loa-crédit bail 2016	Location simple 2016
Produits :				
Loyers	68 103	388 105	65 085	374 351
Plus-values de cession				
Dotation/Reprise provisions	-449	-2 941	-520	-1 238
Créances passées en perte	-1 542	-7 317	-1 364	-7 945
Autres produits	10 535	58 009	10 097	53 408
Total	76 647	435 856	73 298	418 576
Charges :				
Dotations aux amortissements	52 226	287 303	49 885	281 744
Dotation/Reprise provisions de dépréciation	-304	1 054	-50	-316
Moins-values de cession	3 414	14 374	3 237	9 368
Autres charges	11 028	60 923	10 637	59 345
Total	66 364	363 654	63 709	350 141

## 3. Produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits		
Facturations annexes	3 491	3 236
Produits d'assurance	4 675	4 533
Autres produits	8 166	7 769

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Charges		
Commissions caution Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire	27	38
Commissions caution BPI	124	82
Commissions sur accord de refinancement	173	2
Autres charges	324	122

## 4. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel	17 824	16 604
Autres charges	15 235	13 153
Charges générales d'exploitation	33 059	29 757

5. Coût du risque : Les différentes provisions et pertes sont comprises dans les produits et charges d'exploitation bancaire.

6. Gains ou pertes sur actifs immobilisés : Le montant des plus-values sur cessions d'immobilisations est de 73 milliers d'euros au 31/12/2017.

## 7. Impôts sur les sociétés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Impôt	15 987	16 054
Crédit impôt mécénat	-12	-12
Impôt sur Bénéfice	15 975	16 042

— Accroissements et allègements de la dette future d'impôts :

<b>Accroissements</b> (En milliers d'Euros)	<b>Montant</b>
Provisions réglementées	
Autres	
Total	0
Accroissement dettes futures d'impôt	0

<b>Allègements</b> (En milliers d'Euros)	<b>Montant</b>
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
C3s 2017	793
Participation construction 2017	42
Participation des salariés 2017	1 498
Autres	
Total	2 333
Allègements dettes futures d'impôt	803

— Ventilation Impôt sur les Bénéfices :

(En milliers d'Euros)	<b>Base d'imposition</b>	<b>Impôt sur les sociétés</b>	<b>Montant net</b>
Résultat courant	68 482	22 890	45 592
Résultat exceptionnel	-18 529	-6 380	-12 149
Participations des salariés	-1 498	-523	-975
Crédit impôt		-12	12
Total	48 455	15 975	32 480

#### 6. – Autres informations.

##### 1. Effectif moyen :

	<b>Technicien</b>		<b>Technicien confirmé / supérieur</b>		<b>Cadre CDI</b>		<b>Total CDI</b>		<b>Intérim (surcroît)</b>		<b>CDD</b>	
	<b>Nombre</b>	<b>ETP</b>	<b>Nombre</b>	<b>ETP</b>	<b>Nombre</b>	<b>ETP</b>	<b>Nombre</b>	<b>ETP</b>	<b>Nombre</b>	<b>ETP</b>	<b>Nombre</b>	<b>ETP</b>
Effectif moyen sur la période	94.92	89.51	70.33	67.19	106.50	106.08	271.75	262.78	5.75	5.37	0.00	0.00

2. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi. — Au titre de l'exercice 2017, le montant obtenu par LOCAM a été de 395 milliers d'euros ; il a été enregistré en diminution des frais de personnel, dans la rubrique « Charges sociales ». Ce dernier a été utilisé entièrement pour couvrir les dépenses d'investissement.

3. Organes de direction, d'administration. — Il n'a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du Conseil d'Administration, au cours de l'exercice 2017.

##### 4. Éléments liés aux entreprises liées.

Ces éléments relèvent de plusieurs postes de bilan :

<b>Actif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Créances sur les établissements / crédit	40 488	20 401
Autres actifs	79	
Comptes de régularisation	6	5

<b>Passif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Dettes envers les établissements / crédit	562 152	547 941
Autres passif		1 506
Comptes de régularisation	340	314

<b>Hors-bilan</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Engagements reçus		
Engagements de financement	45 000	45 000
Engagements de garantie	1 095	1 647

5. Identité de la société mère consolidante :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire  
94, rue Bergson  
42 000 Saint Etienne

## **B. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.**

A l'assemblée générale,

### **I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LOCAM, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

### **II. Fondement de l'opinion.**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **III. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Risque de crédit**

La note 2 de l'annexe « Méthode d'évaluation et de présentation des comptes annuels », alinéa a) « Crédit-bail et location avec option d'achat / location simple » précise les risques de crédit auxquels la société est exposée et leur couverture par des dépréciations.

Les opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat / location simple, figurant au bilan au 31 décembre 2017 pour un montant net de 747 180 K€, représentent 93 % du total bilan et sont constituées pour l'essentiel de la valeur nette comptable des immobilisations acquises en vue d'être louées, des retenues de garantie partenaires et des créances impayées ou douteuses.

Nous avons procédé à l'appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société pour déterminer le montant des dépréciations, nous nous sommes assurés de leur correcte application et avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe.

#### **Provisions pour risques et charges**

La société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges et les risques résiduels clients non provisionnés à l'actif, tels que décrits dans la note 2 de l'annexe « Méthode d'évaluation et de présentation des comptes annuels », alinéa d) « Provisions » de l'annexe pour un montant de 15 294 K€.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

### **IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

### **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### **VI. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Etienne et Lyon, le 4 mai 2018.

*Les commissaires aux comptes :*

CABINET ROYET  
Stéphane GUICHARD

SEGECO AUDIT  
Alain DESCOINS

#### **C. — Rapport de gestion.**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande auprès de la société.